

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Moyen-Ogooué : le gouvernement face au martyre des populations

Christian Germain KOUIGA
Libreville/Gabon

DANS un communiqué officiel rendu public par le cabinet du ministre de l'Intérieur et parvenu à notre rédaction, le gouvernement de la République, par le biais de ce département ministériel, prévoit des actions fortes afin de marquer "la solidarité de la Nation" aux populations de la province du Moyen-Ogooué, aujourd'hui désemparées face aux pluies diluviennes qui ont transformé plusieurs localités de cette région du pays en cités lacustres. En effet, comme le mentionne cette communication officielle, depuis l'arrivée de la saison pluvieuse, notre pays est régulièrement exposé, malgré lui, aux intempéries qui occasionnent des inondations et des éboulements sans précédent dans plusieurs localités et villes du pays. C'est le cas à Libreville où, il y a peu, à la suite d'un glissement de terrain survenu au PK 8, plusieurs compatriotes ont malheureusement perdu la vie. Comme si cela ne



Photo: DR

Ici, sur les bords de l'Ogooué comme ailleurs, les eaux ont inondé plusieurs habitations.

suffisait pas, c'est au tour de la province du Moyen-Ogooué, particulièrement son chef-lieu, la commune de Lambaréné, de souffrir le martyre de Dame nature. Et ce, consécutivement à la forte montée des eaux

observable en plusieurs lieux de cette province, depuis le début de la semaine qui s'achève. Dans ce communiqué daté du jeudi 17 novembre – et signé de la ministre d'État, ministre des Relations avec les

Institutions constitutionnelles et les Autorités administratives indépendantes, Me Denise Mekam'ne Edzidzie Taty, assurant l'intérim du ministre d'État Lambert Matha (Intérieur), le gouvernement qui

compatit, note pour le déplorer, qu'aucun département du Moyen-Ogooué n'est épargné par les crues qui paralysent les activités régulières des populations de ce pan du territoire national. Plusieurs de leurs localités étant fortement impactées.

Au titre de celles-ci, la liste dressée et rendue officielle cite : la commune de Lambaréné dont 23 quartiers sur 24 sont pris en tenaille par les montées des eaux. Il en est de même du département de l'Ogooué et des Lacs (11 villages touchés), du district de Makouké (18 villages) ; du district d'Aschouka (29 villages) ; des cantons Biweni-Diala et Mbiné, et de la commune de Ndjolé, chef-lieu du département de l'Abanga-Bigné, dont le grand marché et les quartiers Bigoma et Missanga s'en trouvent inondés. Dans ce registre de désolation partagée par la Nation entière, le gouvernement fait aussi état des éboulements survenus entre la commune de Ndjolé et le village Méguegne ; et aussi entre Ndjolé et Medoumane. Et précise que ces éboulements sont à l'origine de fortes perturbations du trafic routier observées sur la Nationale 2, en partance pour le nord du pays.

Le gouvernement impute cette situation déplorable à bien des égards aux phénomènes de changement climatique, et à la pluviométrie particulièrement abondante cette saison dans notre pays. Aussi, ne pouvant rester insensible à tout cela, car concerné au premier chef, prend-il la mesure de la situation, et dit poursuivre et/ou mener, sous les hautes instructions du président de la République, Ali Bongo Ondimba, des actions fortes à même de soulager les populations touchées et déboussolées par cette déveine.

Contrepoint

Urgence à agir !

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Qu'est-on en droit d'attendre du gouvernement face à la situation qui prévaut actuellement dans certaines localités de la province du Moyen-Ogooué ? Un plan à court, moyen et long termes de manière à atténuer, à défaut d'éviter, que les prochaines crues ne soient plus des moments d'angoisse et des instants dramatiques pour les

populations. Pour ainsi dire, au vu de la recrudescence des inondations dans cette partie du pays, l'heure n'est plus à spéculer sur la responsabilité des pouvoirs publics où à pointer du doigt l'incivisme des populations. Il y a véritablement urgence à agir. D'autant plus que selon de nombreux spécialistes, au regard des effets du réchauffement climatique, il est plus que probable que la pluviométrie devienne plus dense et intense, les années à venir, dans notre pays. Et quand on connaît

particulièrement le relief et l'hydrographie de la province du Moyen-Ogooué, l'on se rend bien compte de la nécessité, pour le gouvernement, de prendre véritablement le taureau par les cornes. L'heure est grave. Aux pouvoirs publics de se hisser à la hauteur des enjeux en s'entourant de toutes les garanties et compétences. Il y va de notre vivre-ensemble. D'autant que s'inquiètent certains experts, si le gouvernement se contente, comme bien souvent, des "mesurettes", effets d'annonce, distributions des denrées

alimentaires et autres produits de première nécessité, l'on pourrait, à la longue, assister à la naissance du phénomène des "déplacés des inondations". Des populations sinistrées qui, face à l'atonie des pouvoirs publics, seraient tentées d'aller trouver refuge dans les grands centres urbains du pays, jugés à tort ou à raison, plus sûrs et viables. Ce qui viendrait à faire grossir la cohorte des individus désœuvrés et aux illusions perdues. Toutes choses à l'origine de plusieurs maux dans nos villes.